

Pour diffusion le 29 avril à 9 h 30

## Communiqué de presse

### Enquête de la FPPE-CSQ auprès des professionnelles et professionnels de l'éducation

## Des conditions de travail aussi déplorables à Montréal qu'ailleurs au Québec

Montréal, le 29 avril 2021. – À l'exemple de ce qui se passe ailleurs au Québec, les conditions de travail des professionnelles et professionnels de l'éducation œuvrant dans les écoles du grand Montréal sont rendues difficiles à un tel point qu'un grand nombre d'entre eux envisagent sérieusement de quitter leur emploi pour poursuivre leur carrière dans le secteur privé ou de se réorienter dans un autre domaine.

Tel est l'un des faits saillants qui ressort d'une enquête menée par la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), le Syndicat des professionnelles et professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (le SPPMEM-CSQ), le Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Ouest de Montréal (SPPOM) et le Syndicat des professionnelles et professionnels de l'Ouest de Québec anglophone (SPPOQA-CSQ) auprès de leurs membres.

Les résultats de cette enquête, pour les professionnelles et professionnels de l'éducation du grand Montréal, ont été dévoilés aujourd'hui en conférence de presse. « Les conditions de travail de nos membres sont aussi peu enviables à Montréal que dans n'importe quelle autre région du Québec. C'est malheureux, mais force est de constater que, lorsqu'on parle de surcharge de travail, de manque de ressources et d'incapacité de répondre aux besoins des élèves, tous les centres de services scolaires et toutes les commissions scolaires présentent le même portrait désolant », de dire Jacques Landry.

Le sondage mené par la FPPE-CSQ, qui a reçu plus de 3 000 réponses, indique qu'un pourcentage élevé de professionnelles et de professionnels songe à quitter son emploi, pourcentage qui varie entre 23,5 % et 51,2 % selon les corps d'emploi. Les raisons invoquées, par ordre d'importance, sont la lourdeur du travail (63 %), le manque de reconnaissance (49 %) et le salaire (41 %).

## **Une situation inquiétante à Montréal**

Chez les membres du SPPMEM-CSQ, ce sont 33 % des professionnelles et professionnels qui songent à partir, notamment à cause du salaire insatisfaisant (55 %), de la lourdeur de la tâche (50 %) et du manque de reconnaissance (51 %).

Selon 74 % des personnes interrogées, seuls les élèves ayant un besoin urgent reçoivent des services et environ 70 % disent ne pas pouvoir faire de suivis ni d'interventions préventives.

Quant aux professionnelles et professionnels à l'emploi de la Commission scolaire English-Montréal, membres du SPPMEM-CSQ, 16 % affirment penser à quitter leur emploi étant donné la surcharge de travail (76 %), le salaire insatisfaisant (65 %) ou le manque de reconnaissance (53 %). Toutes les personnes interrogées disent ne pouvoir répondre qu'aux élèves jugés urgents, alors que 50 % signalent un manque de ressources dans leur corps d'emploi et 75 % jugent avoir trop d'écoles à desservir.

## **Le portrait dans l'ouest de Montréal et Vaudreuil-Soulanges**

En ce qui concerne le SPPOM, l'enquête est également très révélatrice. En effet, 26 % des répondantes et répondants envisagent de quitter leur emploi actuel à cause de la lourdeur du travail (67 %), du salaire insatisfaisant (49 %) ou par manque de reconnaissance (42 %). Là également, on déplore, d'après 83 % des personnes interrogées, que seuls les élèves dont les cas sont urgents ou qui dérangent en classe reçoivent de l'aide (47 % des répondants). De plus, 63 % du personnel professionnel interrogé dit ne pas pouvoir faire de suivis et 59 % être incapables de procéder à des interventions préventives. Plus de la moitié des répondants constatent un manque de ressources.

## **Des constats semblables dans les commissions scolaires anglophones**

Finalement, du côté du SPPOQA-CSQ, qui représente des professionnelles et professionnels de commissions scolaires anglophones, la situation n'est pas plus rose. En effet, 18 % des répondantes et répondants songent à quitter leur emploi à cause du manque de reconnaissance (38 %), de la lourdeur du travail (57 %) et du salaire (39 %). De plus, 78 % des personnes interrogées disent ne pouvoir répondre qu'aux élèves jugés urgents, alors que 41 % dénoncent un manque de ressources dans leur corps d'emploi et 41 % affirment avoir trop d'écoles à desservir.

## **Citations**

« Les principales victimes du manque de ressources professionnelles sont les centaines d'élèves qui auraient besoin d'aide et auxquels nous ne pouvons pas répondre. C'est extrêmement triste, et le gouvernement actuel, et ceux qui l'ont précédé, ont une grande part de responsabilité pour cet échec. » – Rémi Gaulin, président du SPPMEM-CSQ

« Les demandes d'interventions auprès des élèves ayant des besoins dépassent largement les ressources disponibles. Pour cette raison, nous devons prioriser nos interventions en nous occupant des cas les plus urgents. Malheureusement, pendant ce temps, les problèmes des élèves non priorisés s'aggravent au point de mettre en péril leur réussite scolaire. » – Carolane Desmarais, présidente du SPPOM

« Les élèves ont une multitude de besoins, et les services ne peuvent pas toujours être donnés, faute de budget ou de personnel. Bien malgré nous, nous sommes obligés de saupoudrer nos services et d'essayer d'éteindre des feux, et renoncer à toute intervention préventive auprès des élèves. » – Dominic Di Stefano, président SPPOQA-CSQ

– 30 –

### **Profil de la FPPE-CSQ**

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des centres de services scolaires du Québec, francophones et anglophones, ainsi que des commissions scolaires cri et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

### **Renseignements**

Claude Girard  
Conseiller en communication  
Cell. : 514 237-4432  
Courriel : [girard.claude@lacsq.org](mailto:girard.claude@lacsq.org)